

Assemblée générale de la FEJ (AG)

Verviers, 13-15 mai 2013

Déclarations

Déclaration sur Chypre

Proposée par le Comité directeur

La Fédération européenne des journalistes (FEJ) exprime sa profonde préoccupation au sujet de la situation à Chypre, qui est le cinquième pays européen, après l'Irlande, la Grèce, le Portugal et l'Espagne, à souffrir de politiques d'austérité imposées par la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international, parce que ces coupes affectent le secteur des médias d'une manière catastrophique.

Dans le cas de Chypre, les politiques de la Troïka sont allés plus loin que dans les autres pays, mettant en œuvre une expérience unique et une «thérapie de choc», détruisant en une nuit la base de l'économie. Le temps n'a pas été pris pour une correction progressive de l'économie.

L'utilisation des dépôts pour la recapitalisation des banques a atteint le droit social fondamental à un système de retraite décente. Près d'un million d'euros de la Caisse de retraite des journalistes, des membres de l'Union des journalistes de Chypre, qui a été déposé auprès des deux grandes banques locales, a été ponctionné de 27,5 pour cent.

Même avant la signature de l'accord de renflouement, les travailleurs de certains organes de presse n'ont pas reçu leur treizième salaire en décembre. Pendant ce temps, tous les journalistes ont subi une diminution de leurs salaires et autres avantages allant jusqu'à 60/70 pour cent. Certains médias ont déjà dû fermer, alors que la menace se profile même les grands médias d'être fermé.

Dans les derniers mois, près de 100 journalistes ont perdu leur emploi, tandis que le pire scénario pour le chômage reste à venir. Ce nombre représente environ 20-25 pour cent de l'ensemble des membres de l'UJC.

L'UJC lui-même voit son revenu considérablement réduit, non seulement à cause des cotisations réduites, mais aussi parce que les propriétaires du village des journalistes et de la Maison des journalistes ne peuvent se permettre de payer le loyer (jusqu'à 80.000 euros pour le moment).

La FEJ est profondément préoccupée par le fait que le «modèle» imposé à Chypre sera répété dans d'autres pays et que la Commission européenne ne prépare des loi avec ce type de « bail-in ».

La FEJ est convaincue que les politiques d'austérité et les atteintes aux personnes ont échoué: le chômage, la pauvreté et une nouvelle récession de l'économie ont lieu, avec un impact négatif sur les droits sociaux des travailleurs, parmi lesquels des journalistes et en particulier sur les rêves de la jeune génération.

La FEJ devrait être plus visible, comme membre de la CES, et doit faire entendre sa voix pour soutenir les travailleurs en général, étant donné que les journalistes font partie d'entre eux.

D'autre part, les journalistes et les médias ont un rôle important à jouer et portent une responsabilité en tant que « chien de garde » de la société et pour le bien public dans cet environnement hostile. La démocratie est en jeu. Le pluralisme est en cause. Le droit de l'opinion publique à une information pluraliste et objective est en jeu. Les droits et avantages sociaux qui ont été acquis dans des rivières de sang et des révolutions à travers les siècles sont remis en cause.

La FEJ et les syndicats membres devraient accorder la priorité à la lutte contre les politiques, la puissance et les centres de décision qui conduisent les gens à la pauvreté et l'esclavage (!) au 21e siècle.

Soutien à Charles Enderlin

Proposée par le SNJ-CGT, France

La Fédération européenne des journalistes (FEJ) apporte son soutien à Charles Enderlin, journaliste de France Télévisions, envoyé spécial permanent au Moyen-Orient, qui est en butte à de violentes attaques d'un site israélien depuis la réalisation d'un reportage dans la bande de Gaza le 30 septembre 2000, montrant la mort du jeune garçon palestinien Mohamed Al Doura dans les bras de son père.

Cela fait 13 ans que ce lobby multiplie les procès, tracasseries et menaces à l'encontre de Charles Enderlin, considéré comme un professionnel intègre et au-dessus de tout soupçon, l'accusant de manipulation.

Le site JSS News a lancé une pétition pour : « Retirer provisoirement sa carte de presse à Charles Enderlin, à titre conservatoire, et cela jusqu'à l'épuisement des recours légaux et sa mise hors de cause si il y a lieu. Retenir le caractère de soupçons de faute professionnelle grave à l'encontre de Charles Enderlin et de Talal Hassan Abu Rahma et leur interdire toutes activités journalistiques en Israël ou à partir d'Israël, jusqu'au dernier recours juridique possible. »

Cette pétition est scandaleuse et ne mérite que le mépris. Charles Enderlin est un professionnel qui, comme le souhaite JS News, connaît la région, ses réalités et ses problématiques. C'est tout ce qui dérange : le journaliste de France 2 apporte dans chaque reportage qu'il réalise un éclairage qui n'épouse ni la cause israélienne, ni la

cause palestinienne.

La FEJ

appelle le gouvernement israélien à se démarquer des vœux des initiateurs de la pétition, cela constituerait une grave atteinte aux droits de l'Homme, à la liberté d'expression et d'informer. Cela empêcherait notre confrère de continuer à travailler.

en appelle à la fois à la direction de France Télévisions et au gouvernement français pour dénoncer de telles pratiques et pour faire mettre un terme aux attaques honteuses dont est victime un journaliste faisant honnêtement son travail.